

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 7 DECEMBRE 2022 – 9h45

---

## Compte rendu

Étaient présent.e.s

Mesdames

- Christine BEAUCHEMIN-FLOT
- Eva BRUCATO en visioconférence
- Maïla DOUKOURÉ
- Frédérique DUPERRET
- Elise MIGNOT
- Olivia REGGIANI

Messieurs

- Martin BIDOU
- Paul-Marie CLARET en visioconférence
- Sylvain CLOCHARD
- Jérémy BRETA
- Stéphane LIBS
- Pascal ROBIN
- Boris THOMAS

Y assistaient

- Béatrice BOURSIER
- Romane PÉRISSÉ
- Zoé GAUTIER

Étaient excusé.e.s :

- Aline ROLLAND pouvoir à Frédérique DUPERRET

14 administrateur.ice.s sur 14 présent.e.s ou représenté.e.s.

### 1. Validation du compte-rendu du CA du 9 novembre 2022

Le compte rendu du CA du 9 novembre est validé à l'unanimité.

### 2. Election bureau FNCF

Christine Beauchemin-Flot fait part de la composition d'une liste présentée par Richard Patry pour les élections du nouveau bureau de la FNCF. Les administrateur.ice.s n'ont a priori pas d'opposition, tant que la liste respecte les statuts et maintient l'équilibre entre la petite, la moyenne et la grande exploitation.

### 3. Point fréquentation

La fréquentation était remontée en novembre, et baisse à nouveau depuis le début de la coupe du monde de football.

Les administrateur.ice.s constatent en moyenne une baisse de 30% de la fréquentation par rapport à 2019 dans leurs cinémas respectifs, avec quelques exceptions, notamment le Star de Strasbourg se situant à -15%. Il explique ce chiffre par une politique d'animation constante et ambitieuse. Iels constatent aussi de manière générale de meilleurs chiffres que leurs concurrents des circuits.

Plusieurs inquiétudes sur la tendance générale de la fréquentation sont partagées : l'événementiel a tendance à moins bien marcher qu'avant, et devient de plus en plus imprévisible. Certaines soirées en présence des équipes de films ont affiché des scores désastreux, ce qui est parfois décourageant. Les entrées hors événements sont souvent catastrophiques, mais surtout de plus en plus imprévisibles elles aussi : certains horaires ne marchent plus du tout, d'autres oui, et les films fonctionnent de plus en plus avec un phénomène de bouche à oreille, enregistrant parfois des scores plus élevés en troisième semaine qu'en deuxième. Il serait judicieux alors que les distributeurs repensent les plans de sortie pour prendre en compte ces tendances.

Les administrateur.ice.s constatent également des problèmes d'accès aux copies, en particulier pour les cinémas avec Pathé comme concurrent direct. Le cas récent d'*Ernest et Célestine* en témoigne : certains cinémas Art et Essai n'ont pas obtenu de copie, ce qui les prive d'une offre importante jeune public pendant la période de Noël ; d'autres ont obtenu une copie, mais avec des conditions excessives de la part du distributeur. Le pouvoir de la médiatrice dans ces cas-là semble encore trop faible.

### 4. Opération BLOC/AFCAE/GNCR/SCARE

Une deuxième réunion a eu lieu avec le BLOC autour de l'opération prévue dans les salles. L'idée originelle était de proposer une opération tarifaire pour promouvoir les films en continuation : pour tout film vu en sortie nationale, un coupon de réduction serait donné pour un film en continuation. À la suite de la réunion, il a été retenu d'élargir cette offre aux films en SN, pour faciliter la communication. Les administrateur.ice.s ne sont pas favorables à cette décision, car cela perd de son intérêt, et maintient la concentration sur les films en SN. De plus, iels relèvent une possibilité de « triche » de la part du public : que ce coupon serve à payer une deuxième place moins chère sur la même séance.

Une idée de l'ACID pour faciliter la communication sur l'opération est de laisser les salles décider des films sur lesquels appliquer l'opération.

Le tarif a été fixé à 4€, et les dates ont été décalées du 5 au 19 avril, après le printemps du cinéma. Le SCARE préviendra la FNCF de l'opération.

### 5. Coût de l'énergie

La grande majorité des administrateur.ice.s ont vu leur facture d'électricité se multiplier par trois en moyenne. Les salles publiques se retrouvent confrontées à l'inaction ou le manque de transparence des institutions, et ont particulièrement du mal à savoir quoi mettre en œuvre pour limiter les dépenses. Les institutions sont notamment peu informées sur les questions de renouvellement de matériel.

Les salles commencent à se renseigner sur les possibilités d'aménagement pour une auto-production d'électricité (panneaux solaires, éoliennes, etc.).

En attendant, la solution de l'augmentation des tarifs des billets s'est imposée pour presque tou.te.s, et des efforts pour une réduction de la consommation se sont mis en place.

Il est rappelé, même si cela n'est pas idéal, que les factures d'énergie deviennent éligibles au compte de soutien SFEC.

Au niveau du ministère de l'économie, aucune aide sectorielle n'a été prévue pour l'exploitation. Des guides de la transition écologique, de la réduction de la consommation et pour la prévision des coupures d'électricité ont été élaborés par la FNCF. Béatrice Boursier et Elise Mignot ont également rejoint le groupe de travail de la FNCF pour établir une stratégie de communication envers le public pour valoriser ces efforts de réduction.

## **6. Matériel de projection**

Le matériel de projection commence à être renouvelé vers des appareils laser. Peu d'administrateur.ice.s en sont déjà équipé.e.s, et pas depuis assez longtemps pour pouvoir constater un réel changement en terme de consommation électrique. Actuellement, seulement 10% du parc français est équipé de laser. Les administrateur.ice.s proposent de rédiger un courrier adressé aux mairies et collectivités locales afin d'encourager le renouvellement du matériel, conformément à la loi Sueur, car elles sont parmi les moins enclines à investir.

La FNCF travaille également de son côté pour demander une aide au ministère de l'Economie et des Finances pour assurer la transition écologique. 400 millions d'euros seraient nécessaires pour renouveler tout le parc français.

D'autres problèmes liés à la transition écologique sont pointés, en particulier le matériel de renouvellement d'air, qui est souvent responsable de perte d'énergie car souvent surdimensionnés et fonctionnant y compris sur des plages sans publics. Un renouvellement ou du moins une sensibilisation à ce sujet pourrait être pertinente.

## **7. Livret Éducation à l'image**

Des témoignages pour le livret ont été récoltés et compilés. L'Archipel des Lucioles (ex Passeurs d'Images) doit revenir vers le SCARE avec l'avancement du projet.

## **8. États Généraux du cinéma**

La situation des États Généraux n'a pas évolué depuis la journée du 6 octobre. Il est à noter que certaines organisations professionnelles n'ont pas souhaité rejoindre les États Généraux, dans un contexte de volonté du Parlement de transfert de la TSA vers le ministère des finances. Le vote, qui a été négatif à l'Assemblée nationale, puis positif du Sénat, revient à l'Assemblée Nationale.

Ces organisations ne souhaitent donc pas engager un combat contre le CNC qui pourrait le fragiliser.

## **9. Aide à la programmation difficile**

Des adhérents ont alerté le SCARE au sujet de la baisse ou du refus de l'aide. Les raisons données par le CNC ne paraissent pas justifiées. Le Scare appuiera les demandes de ses adhérents.

## **10. Actualités SCARE**

### **- Formations**

Lors du dernier CA, Romane Périssé avait présenté le nouveau projet de formation en partenariat avec la CST autour de l'initiation à la projection numérique, à faire sur deux jours. Les administrateur.ice.s préféraient réduire la formation à une journée, mais Mathieu Guetta de la CST insiste pour maintenir la formation sur deux jours, afin de garder la valeur ajoutée d'une formation à la fois théorique et pratique. Les formations ont la possibilité d'être certifiées par France Compétence, afin de pouvoir mobiliser le CPF dans la prise en charge. Le dossier est long à être validé, estimé à 7 mois. Il faut encore déterminer quelles formations rentrent dans les critères d'admissibilité, et constituer un dossier.

Concernant la formation marketing digital dispensée à UGC : le contrat est en cours de renégociation avec LuckyTime, qui souhaitent passer d'une répartition 50/50 à 70/30 pour elles.ux, et prolonger le partenariat à d'autres domaines.

- Sommet des Arcs

Les deux ateliers sur les projets data (Klox et Innopublica) sont en cours de préparation et seront présentés le jeudi 15 décembre aux Arcs.

L'AFCAE propose un dîner avec elles.ux pendant le Sommet afin de discuter des dossiers commun avec le nouveau bureau.

- Projet Klox

Les contrats juridiques sont quasi finalisés, et il manque encore des réponses pour convenir d'une date avec les différent.e.s participant.e.s pour la formation en pose de pixels.

- Projet TikTok

L'équipe permanente a rencontré la responsable cinéma chez TikTok afin d'exposer le projet du TikTok des Ambassadeurs et bénéficier de conseils. Elle semble enthousiaste à l'idée d'accompagner le projet, et a fourni un guide sur l'utilisation de TikTok et des conseils pratiques.

Un contact a également été pris avec Mélissa Charles, anciennement à Dulac Cinémas et désormais conseillère marketing indépendante, afin de proposer une charte commune pour la création du compte. Elle a fourni un devis. Un autre devis a été demandé à un autre conseiller, sans retour.; les administrateur.ice.s préfèrent cependant avoir d'autres devis pour comparer avant de s'engager dans cette collaboration.

- Festival de Biarritz

La mairie de Biarritz a décidé de lancer un festival international de cinéma, « Nouvelle vague », du 28 juin au 2 juillet, et cherche à l'axer sur le public jeune. Béatrice Bousier a été contactée pour que le SCARE soit partenaire de l'événement, et envisage d'organiser un Atelier des sorties avec un public jeune au lieu d'un public d'exploitant. Le but serait de créer un échange horizontal, de permettre aux distributeur.ice.s d'entendre des retours du public cible afin de travailler sur leurs sorties. Les dates pourraient poser problème pour ce rendez-vous, étant entre les rencontres du SDI et le festival de La Rochelle. Les administrateur.ice.s décident d'attendre l'évolution du projet avant d'acter l'Atelier des sorties. L'idée de proposer aux ambassadeurs des différentes salles de cinéma d'assister au festival est lancée.

## **11. Organisation de l'AG 2023**

Il avait été envisagé d'organiser l'AG sur un événement propre au SCARE, centré autour du cinéma indépendant, en se greffant éventuellement aux rencontres du SDI et avec la collaboration du DIRE afin d'attirer les exploitant.e.s. Le délai est trop court pour cette année, mais c'est à reconsidérer pour les années suivantes.

L'autre option serait d'organiser à nouveau l'AG pendant les rencontres de l'AFCAE à Cannes, afin d'avoir plus d'adhérent.e.s présent.e.s, et d'autant plus des petites salles peu présentes à Deauville. L'AFCAE avait refusé d'ouvrir un créneau lors de l'édition 2022, car le programme s'était réorganisé et ne pouvait pas accueillir l'AG. La question va être reposée cette année au nouveau Délégué Général et au nouveau Président. Le SCARE pourra proposer un débat commun à la fin de l'AG, de la même manière que l'AFCAE a proposé une discussion sur l'énergie à la fin de leur AG de novembre.

Cette question sera abordée lors du dîner proposé aux Arcs entre les membres des deux organisations pour discuter des dossiers communs.

## **12. Portail SCARE**

Béatrice Boursier et Mathieu Caps ont rencontré Cécile Lacoue, Directrice des Etudes et des prospectives au CNC pour présenter le portail de données. Elle s'est montrée intéressée pour obtenir des données sur les animations des salles, plus facilement exploitables qu'elles ne le sont aujourd'hui, sur les dossiers de demande de subvention.

Le SCARE souhaite proposer au Service du cinéma du CNC une collaboration pour que les dossiers animation des demandes de subvention Art & Essai, puissent être uniformisés au niveau du portail.

Cela faciliterait la saisie par les exploitants au fur et à mesure de l'année et une fois pour plusieurs usages, et la lecture des données animation des commissions Art & Essai, tout en valorisant les animations auprès du public. Certains événements nationaux comme la Fête du Court pourraient également remonter leurs événements automatiquement, sans que les salles aient à le faire.

Un des prochains chantiers du portail est de créer une base de données films ; pour cela, il est possible d'absorber directement les informations depuis le site des distributeurs, pour éviter les informations erronées et faciliter l'absorption par les autres sites.

Le soutien aux industries techniques est à nouveau ouvert et se termine le 15 janvier. Un nouveau dossier sera déposé.

### **13. Opération Quinzaine des Cinéastes (ex Quinzaine des réalisateurs)**

Julien Rejl, nouveau délégué général de la Quinzaine des Cinéastes, s'est rapproché du SCARE pour proposer un partenariat pour la reprise de la sélection dans les salles adhérentes. Il souhaite également avancer la reprise aux semaines suivant le festival. Il est probable que la Quinzaine souhaite s'émanciper de son partenariat avec le GNCR pour la reprise. Le SCARE ne souhaite pas leur couper l'herbe sous le pied, et s'entretiendra avec elles.ux à ce sujet avant d'accepter un éventuel partenariat, même si sur le principe l'avis est plutôt favorable.

Le SCARE pourra également demander une accréditation spéciale pour une partie de ses adhérent.e.s à Cannes.

### **14. Questions diverses**

#### **- Réforme Art et Essai**

Une proposition avait été faite au CNC concernant la réforme Art et Essai sur une pondération de la recommandation, selon des indices 0.5 / 1 / 2 selon le niveau de difficulté du film. Plusieurs questions se posent : comment déterminer l'indice ? Selon le nombre de copies ? Les administrateur.ice.s préfèrent rester sur une évaluation qualitative.

La question des sorties patrimoine est également posée.

#### **- Pass culture**

Des administrateur.ice.s alertent sur une dérive liée au Pass Culture, qui serait utilisé pour les dispositifs scolaires. Certains circuits l'utilisent apparemment ; cela pourrait être dangereux pour la préservation du Pass culture comme celle des dispositifs, car le budget des régions pourrait disparaître pour être reporté sur le Pass culture, et *in fine* les dispositifs scolaires auraient de plus en plus de mal à se monter.

La séance est levée à 17h.